



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

Association Lozérienne de Lutte contre les Fléaux Sociaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Lozérienne de Lutte contre les Fléaux Sociaux
Centre Antrenas 48100 ANTRENAS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

Association Lozérienne de Lutte contre les Fléaux Sociaux

Centre Antrenas 48100 ANTRENAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Lozérienne de Lutte contre les Fléaux Sociaux,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Lozérienne de Lutte contre les Fléaux Sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 18 juin 2025

KPMG SA

Sandra GILLET

Commissaire aux comptes

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	788 519	705 305	83 213	110 418
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 297 404	681 388	616 015	649 694
	Constructions	45 957 987	28 139 672	17 818 315	19 243 447
	Installations techniques, matériels et outillage	10 188 452	7 928 210	2 260 242	2 190 630
	Autres immobilisations corporelles	5 580 860	4 680 027	900 833	959 399
	Immobilisations corporelles en cours	3 403 434		3 403 434	684 126
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées	9 369		9 369	213 582
	Autres titres immobilisés	422		422	422
	Prêts	802 626		802 626	656 371
	Autres immobilisations financières	34 666		34 666	29 521
TOTAL (I)		68 063 737	42 134 603	25 929 135	24 737 609
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures	560 089	20 934	539 155	534 439
	Autres approvisionnements	236 172		236 172	268 018
	En-cours de production (biens et services)	69 378		69 378	79 519
	Produits intermédiaires et finis	89 915		89 915	93 323
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	585 950		585 950	565 119
	CREANCES (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	3 994 196	366 303	3 627 893	2 857 690
	Autres créances	701 085		701 085	1 245 760
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	12 260 000		12 260 000	8 560 000
	DISPONIBILITES	10 507 937		10 507 937	12 428 609
	Charges constatées d'avance	120 103		120 103	135 345
	TOTAL (III)	29 124 825	387 238	28 737 588	26 767 821
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		97 188 562	42 521 840	54 666 722	51 505 430

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

Mission de Présentation des Comptes

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	3 687 683	3 687 683
	Ecart de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation avec droit de reprise		
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement		
	Reserves de compensation		
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	11 934 396	11 605 320
	Autres réserves	1 791 480	1 791 480
	REPORT A NOUVEAU		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	6 105 578	5 644 181
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	(2 775 403)	(2 963 166)
DETTES (1)	Dépenses non opposables au tiers financeurs		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit) (1)	3 215 930	978 235
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 929 735	2 142 873
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Reserves des plus-values nette d'actif	2 905 736	2 408 858
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	28 795 135	25 295 464
	Comptes de liaison		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques	107 282	118 523
	Provisions pour charges	2 827 954	3 117 666
	Fonds dédiés	3 998 678	4 312 276
	TOTAL (III)	6 933 914	7 548 465
DETTES (1)	DETTES (4)		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	11 679 706	11 109 013
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs		447
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 582 404	1 571 922
	Dettes fiscales et sociales	4 798 697	5 021 484
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	484 166	407 467
	Autres dettes (5)	277 543	292 879
	Produits constatés d'avance	115 158	258 289
	TOTAL (IV)	18 937 674	18 661 500
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL (V)		
	TOTAL PASSIF	54 666 722	51 505 430

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques.
- (3) En particulier :cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an:10 745 807 Dont à moins d'un an:191 866
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Mission de Présentation des Comptes

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	242	242
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 763 617	1 471 749
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	4 539 326	4 573 613
	dont parrainages	173 017	193 170
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	36 231 552	34 370 138
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 698	439
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	1 533 645	1 474 632
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	660 852	511 816
	Utilisations des fonds dédiés	313 600	169 018
	Autres produits	59 667	20 457
Total des produits d'exploitation		45 107 199	42 592 105
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	159 911	278 641
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	3 538 347	3 639 271
	Variation de stock	27 129	(3 189)
	Autres achats et charges externes	6 193 049	6 224 789
	Aides financières	35 925	2 400
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 319 782	2 305 209
	Salaires et traitements	19 173 163	18 954 397
	Charges sociales	7 625 937	7 302 482
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 817 814	2 210 172
	Dotation aux provisions	7 786	17 444
	Reports en fonds dédiés		469 260
	Autres charges	189 738	100 787
Total des charges d'exploitation		42 088 582	41 501 664
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 018 617	1 090 442

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 018 617	1 090 442
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	546 662	247 953
	Total des produits financiers	546 662	247 953
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	149 922	132 227
	Total des charges financières	149 922	132 227
RESULTAT FINANCIER		396 740	115 727
RESULTAT COURANT avant impôts		3 415 357	1 206 168
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	9 179 340 812	17 718 226 372 669
	Total des produits exceptionnels	349 991	244 760
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 612 3 684 506 098	75 155 101 450 249 390
	Total des charges exceptionnelles	516 394	425 996
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(166 403)	(181 236)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		33 024	46 697
TOTAL DES PRODUITS		46 003 852	43 084 818
TOTAL DES CHARGES		42 787 921	42 106 582
EXCEDENT ou DEFICIT		3 215 930	978 235
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole TOTAL			
Mission de Présentation des Comptes			

Annexe association PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité

L'Association Lozérienne de Lutte contre les Fléaux Sociaux (A.L.L.F.S) est une Association de type "Loi du 1er juillet 1901" fondée en 1925 (reconnue d'utilité publique Décret J.O.1930).

Cette Association créée par le Docteur De Framond a pour but de combattre par tous les moyens efficaces et reconnus scientifiquement les fléaux sociaux de toutes natures et de s'intéresser à l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène de la population. (Annexe du décret du 27 octobre 1975).

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Elle gère aujourd'hui 12 établissements et activités sanitaires, médico-sociales et non-réglementées :

Dans le secteur sanitaire :

- Soins de Suite et de Réadaptation Pneumologie Adultes - 30 lits d'hospitalisation à temps complet - Antrenas.
- Soins de Suite et de Réadaptation de Pédiatrie « les Ecureuils » - 60 lits d'hospitalisation à temps complet - Antrenas.
- Centre de Rééducation Fonctionnelle (CRF) - 45 lits d'hospitalisation à temps complet et 12 places d'hospitalisation à temps partiel - Montrodât.
- Soins de Suite et de Réadaptation Addictologie Sainte Marie -30 lits d'hospitalisation à temps complet - La Canourgue.

Dans le secteur médico-social :

- L'Institut d'Éducation Motrice de Montrodât (IEM) - 121 places d'internat et 14 de semi-internant et externat - Montrodât.
- Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) de Civergols - 107 places - Saint Chély d'Apcher.
- Foyer d'hébergement de Civergols - 100 places - Saint Chély d'Apcher.
- Maison d'Accueil Spécialisée de Civergols - 62 places - Saint Chély d'Apcher.

Dans le secteur non réglementé :

- Budget de Production - Activité Commerciale de l'ESAT de Civergols - Saint Chély d'Apcher.
- Complexe Euro-méditerranéen : village de Gîtes « les Hauts du Gévaudan » et Centre Sportif Marceau Crespin - Montrodât.
- Centre de Formation : Complexe Euroméditerranéen Pôle Formation - Montrodât.
- Centre d'Appareillage - La Canourgue.

Assoc. LOZERIENNE DE LUTTE CONTRE LES FLEAUX SOC.
--

- Description des moyens mis en œuvre

Les moyens sont les suivants :

Financement par l'assurance maladie dans le cadre d'un prix de journée pour les MAS, IEM et dans le cadre d'une dotation pour l'ESAT,

Financement par l'Aide Sociale Départementale dans le cadre d'un prix de journée pour le Foyer d'hébergement,

Financement par l'Etat dans le cadre de complément de salaires pour l'unité de production de l'ESAT,

Les activités commerciales (unité de production de l' ESAT, Appareillage, Gîtes & sport et Centre de formation) génèrent un chiffre d'affaires en lien avec leur activité.

La politique associative, au travers de ses activités, est mise en œuvre par plus de 600 salariés.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 54 666 722 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 3 215 930 € ;

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Evènements significatifs :

- Poursuite des travaux sur le site de Montrodât : mise en service du CRF et poursuite des travaux de l'IEM
- Création d'un SESSAD de 12 places par redéploiement
- Dépôt des dossiers de demande de renouvellement d'autorisation SMR en pédiatrie et mise en oeuvre des autorisations d'HdJ dans tous les SMR
- Autorisation pour l'Exosquelette, plateau spécialisé départemental, mis en service en juin 2024
- Mise en oeuvre d'un plan de retour à l'équilibre pour le Centre d'appareillage
- Création d'Handibloom, fondation abritée par la fondation Saint Pierre

Evénements postérieurs :

Nous n'avons pas identifié d'événement susceptible de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

- Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par :
 - o le Plan Comptable Général 2014-03,
 - o aux prescriptions du Code du commerce,
 - o au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations,
 - o au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
 - o Arrêté ministériel du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Méthodes :

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, les entreprises doivent obligatoirement, dans les comptes individuels et dans les comptes consolidés, appliquer les nouvelles règles comptables relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés issus du règlement CRC-2002-10 du 12 décembre 2002.

Une des modifications importantes issue de cette réglementation consiste en l'instauration d'une méthode d'amortissement dite par composant.

L'application de la méthode par composant au titre du 1^{er} exercice, oblige à répartir le coût des immobilisations figurant à l'actif du bilan à la clôture de l'exercice précédent, entre les différents composants définis.

A cet effet deux méthodes sont possibles : reconstitution du coût historique des composants ou la réallocation des valeurs comptables.

La méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables permet de décomposer une immobilisation en ventilant le prix de revient et la valeur nette entre les différents composants. Cette méthode dite prospective n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

La méthode de reconstitution du coût historique amorti, quant à elle, permet de décomposer une immobilisation en plusieurs composants auxquels sont appliqués de nouvelles durées d'amortissement. Les plans de chaque composant sont recalculés depuis l'origine et comparés au plan initial. Cette méthode dite rétrospective a un impact sur les capitaux propres.

En matière d'immobilisation, l'ALLFS a adopté la méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables dite méthode prospective.

L'adoption de la méthode prospective n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres et n'a pas entraîné de modifications des amortissements comptabilisés au 1^{er} janvier 2005. Il touche essentiellement les constructions et constructions sur sol d'autrui pour lesquelles la durée d'amortissement a été allongée.

L'examen des autres immobilisations n'a pas abouti à leur décomposition car il n'a pas été identifié d'éléments significatifs devant faire l'objet d'un remplacement à intervalles réguliers et ayant une durée d'utilisation différente de celle de la structure.

En conséquence, il a été appliqué la méthode prospective aux éléments existants. Les immobilisations

n'ont pas fait l'objet d'un changement de durée d'amortissement.
Ces modèles de décomposition ont été également appliqués aux subventions d'investissements associés aux immobilisations retraitées.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût unitaire moyen pondéré.
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le compte 409100 « Avance et acompte fournisseur » s'élève au 31/12/2024 à la somme de 462 040 € dont 461 043 € correspondant à l'avance sur le loyer du Foyer de Civergols conformément à la convention de location signée entre la SA HLM Lozère Habitations et l'ALLFS en date du 12/02/2008 et son avenant du 27 janvier 2009.

PROVISIONS

Provisions pour renouvellement des immobilisations (compte 142)

Conformément à la réglementation comptable (avis CNC 2007-05 et instruction M22), elles correspondent à des fonds affectés par le financeur à l'acquisition d'immobilisations et visant à réduire l'impact de ces investissements au compte de résultat. Ces provisions sont constituées lors de versements de fonds ponctuels par les financeurs, spécifiquement à cet effet.

De manière dérogatoire, afin de présenter des comptes reflétant une image fidèle, elles peuvent être constituées par affectation de sommes provenant d'autres comptes issus de la gestion contrôlée, lorsque des projets d'investissement, validés par les financeurs, prévoient le financement par ces fonds et leur reprise au compte de résultat.

Modalités de reprise : ces provisions font l'objet de reprises échelonnées au compte de résultat au même rythme que les amortissements et/ou frais financiers relatifs aux biens auxquels elles se rapportent.

Les provisions pour renouvellement des immobilisations ayant pour origine des provisions anciennes ne répondant pas à la réglementation sur les passifs ou des fonds dédiés ZRR, sont retraitées en comptes

sociaux de l'association, en report à nouveau pour la part des variations relatives aux exercices antérieurs et en résultat pour les variations de l'exercice.

Provisions réglementées :

Réserves pour plus-values nettes d'actif (compte 1486).

En vertu du règlement 2019-04, les établissements médico-sociaux sont autorisés à constituer une provision réglementée égale au montant des plus-values réalisées sur les cessions de biens issus de l'actif immobilisés ou de l'actif circulant. Cette provision vise à renforcer le fonds de roulement des établissements.

Réserves pour produits financiers (compte 1483)

En vertu de la nouvelle réglementation comptable applicable au 1er janvier 2020, les établissements médico-sociaux sont autorisés à constituer une provision réglementée égale au montant des produits financiers réalisés sur les placements financiers. Cette provision vise à renforcer le fonds de roulement des établissements.

Provisions pour risques et charges :

Une nouvelle définition des passifs modifie substantiellement les principes de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges. Ces nouvelles règles sont applicables aux comptes des exercices clos à compter du 1er janvier 2002.

Deux méthodes de retraitement ont été utilisées :

- provision autorisée préalablement par le tiers financeur pour couvrir des dépenses déterminées :

- * Montant affecté en fonds dédiés.

- provision constatée à l'initiative des établissements :

- * Montant affecté en report à nouveau considérant que le résultat est sous contrôle du tiers financeur.

Les provisions anciennes ne répondant pas à la réglementation sur les passifs (provision ZRR, fonds dédiés ZRR, provision pour travaux) sont retraitées en comptes sociaux de l'association, en report à nouveau pour la part des variations relatives aux exercices antérieurs et en résultat pour les variations de l'exercice.

- Provision pour départ en retraite

Le montant inscrit au bilan s'élève à la somme de 2 827 953 € représentant 100% du passif social calculé au 31/12/2024 pour l'ensemble du personnel.

Le montant a été déterminé en prenant pour hypothèse de calcul :

- le départ volontaire des salariés à l'âge légal (64 ans),
- un taux de charges sociales et fiscales patronales : 59% pour les cadres et 51% pour les non-cadres,
- la méthode Rétrospective Prorata Temporis,
- un taux d'actualisation de 3,38%,
- un taux de rotation de 1%.

Assoc. LOZERIENNE DE LUTTE CONTRE LES FLEAUX SOC.

- Provision pour litiges

Les provisions pour litiges représentent 103 823 € au titre d'un risque prud'homal,

- Provision pour risques d'emploi :

La provision sur prime précarité s'élève à 3 459 €.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Rémunération allouée aux membres :

- Des organes d'administration : néant,
- Des organes de direction : cette information n'est pas mentionnée car elle reviendrait à donner une rémunération individuelle.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif associatif au 31/12/2024 était de 512 salariés, équivalent temps plein.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 65 496 € TTC.

VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Le manque de moyens de recensement des contributions ne permet pas de les évaluer avec exactitude.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité, depuis l'exercice précédent, avec :

- le Plan Comptable Général 2014-03,
- aux prescriptions du Code du commerce,
- au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations,
- au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Arrêté ministériel du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Sur l'exercice 2024 :

- l'économie de charges résultant du dispositif d'exonération des cotisations sociales ZRR, s'est élevée à la somme de 501 251 €, comptabilisée au crédit des charges de personnel.

**Tableau de passage : Résultats comptables établissements / Résultats
comptables combinés**

Etablissement	Résultat Administratif	Retraitements		Résultat Comptable
		Charges	Produits	
- GESTION PROPRE	-24 741			-24 741
- SMR PEDIATRIE	75 360			75 360
- SMR PNEUMOLOGIE	252 770			252 770
- SMR STE MARIE	603 183			603 183
- IEM	1 448 507	2 915		1 445 592
- SMR MONTRODAT	366 435	41 318		325 117
- CENTRE APPAREILLAGE	46 443			46 443
- GITES	138 337			138 337
- CENTRE FORMATION	37 633			37 633
- FOYER CIVERGOLS	111 167			111 167
- ESAT CIVERGOLS	-58 473	12 604		-71 077
- ENTREPRISE CIVERGOLS	277 633			277 633
- MAS CIVERGOLS	56 617	58 104		-1 487
	3 330 871	114 940	0	3 215 930

Les comptes annuels de l'association se composent du cumul des comptes administratifs de l'ensemble des établissements auxquels sont ajoutés des retraitements comptables liés essentiellement aux exonérations ZRR et à certaines provisions anciennes ne répondant pas à la réglementation comptable. Ces retraitements expliquent la différence qu'il existe entre la somme des comptes administratifs et le résultat des comptes annuels de l'association.

Tableau de suivi des résultats sous contrôle des tiers financeurs

Etablissement	Résultat cumulé année paire	Résultat cumulé année impaire			Résultat cumulé sous contrôle		Résultat de l'exercice hors contrôle
		2022	2024	CUMUL	des tiers financeurs		
	2021-2023				Repris		
- GESTION PROPRE	Non agréé		-24 741	-24 741			-24 741
- SMR PEDIATRIE	Dotation globale		75 360	75 360			
- SMR PNEUMOLOGIE	Dotation globale		252 770	252 770			
- SMR STE MARIE	Dotation globale		603 183	603 183			
- IEM	-702 668	-1 354 179	1 448 507	94 328	-608 340		
- SMR MONTRODAT	Dotation globale		366 435	366 435			
- CENTRE APPAREILLAGE	Secteur fiscalisé		46 443	46 443			46 443
- GITES			138 337	138 337			138 337
- CENTRE FORMATION			37 633	37 633			37 633
- FOYER CIVERGOLS	-71 416	237 486	111 167	348 653	277 237		
- ESAT CIVERGOLS	Dotation globale		-58 473	-58 473		-103 178	
- ENTREPRISE CIVERGOLS	Secteur non financé		277 633	277 633			277 633
- MAS CIVERGOLS			56 617	56 617	56 617		
	-774 083	-1 116 693	3 330 871	2 214 178	-274 486	-103 178	475 305

Variation des Fonds Propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 687 683			3 687 683
Dont générosité du public				
Fonds propres avec droit de reprise				
Dont générosité du public				
Ecart de réévaluation				
Dont générosité du public				
Réserves	13 396 800	682 401	353 324	13 725 876
Dont générosité du public				
Report à nouveau	2 681 016	1 263 939	614 781	3 330 175
Dont générosité du public				
Excédent ou déficit de l'exercice	978 235	3 215 930	978 235	3 215 930
Dont générosité du public				
Situation nette	20 743 733	5 162 270	1 946 340	23 959 664
Situation nette dont générosité du public				
Fonds propres consommables				
Dont générosité du public				
Subventions d'investissement	2 142 873		213 137	1 929 735
Dont générosité du public				
Provisions réglementées	2 408 858	496 878		2 905 736
Dont générosité du public				
TOTAL	25 295 464	5 659 148	2 159 477	28 795 134
TOTAL dont générosité du public				

Tableau des Fonds dédiés

Ressources		Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nvles ressources affectées	Solde Fonds dédiés
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS)	MAS Civergols	5 077	1 577	0	0	1 577
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS)	MAS Civergols	2 550 000	2 498 116	169 086		2 329 030
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS)	IEM	113 610	38 944	5 333		33 610
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS) PROJET INVEST	IEM	327 515	264 701	52 056		212 646
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS) PROJET INVEST	IEM	800 000	737 880	42 136		695 744
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS) PROJET INVEST	IEM	168 066	568 066			568 066
Allocation non pérenne pour Investissement (ARS) CONTRACTUALISAT°	IEM	30 000	56 820	44 989		11 831
Allocation non pérenne pour financement loyer (DSD)	FOYER Civergols	200 000	141 174	0	0	141 174
Mécénat	Siège	5 000	5 000			5 000
TOTAL			4 312 278	313 600	0	3 998 678

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement	792 608		9 671
Autres immobilisations incorporelles	792 608	0	9 671
Terrains	1 297 404		
Constructions sur sol propre	20 728 516		14 546
Constructions sur sol d'autrui	18 043 033		173 392
Installations générales, agencements, constructions	6 743 914		254 585
Installations techniques, matériel et outillages industriels	9 743 933		539 866
Autres installations, agencements, aménagements	213 799		7 818
Matériel de transport	1 881 857		14 395
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 156 541		144 688
Emballages récupérables et divers	161 519		46 702
Immobilisations corporelles en cours	684 126		2 847 963
Avances et acomptes			
TOTAL	62 654 642		4 043 957
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	213 582		
Autres titres immobilisés	422		
Prêts et autres immobilisations financières	685 892		151 400
TOTAL	899 895		151 400
TOTAL GENERAL	64 347 145		4 205 028

Assoc. LOZERIENNE DE LUTTE CONTRE LES FLEAUX SOC.

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement		13 760	788 519	
Autres immobilisations incorporelles	0	13 760	788 519	
Terrains			1 297 404	
Constructions sur sol propre			20 743 062	
Constructions sur sol d'autrui			18 216 426	
Installations générales, agencements, constructions			6 998 500	
Installations techniques, matériel et outillages industriels		95 348	10 188 452	
Autres installations, agencements, aménagements		2 684	218 933	
Matériel de transport		16 131	1 880 121	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		27 644	3 273 585	
Emballages récupérables et divers			208 221	
Immobilisations corporelles en cours		128 655	3 403 434	
Avances et acomptes				
TOTAL		270 463	66 428 136	
Participations évaluées par équivalence			0	
Autres participations		204 213	9 369	
Autres titres immobilisés			422	
Prêts et autres immobilisations financières			837 292	
TOTAL		204 213	847 082	
TOTAL GENERAL		488 436	68 063 737	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	682 190	36 876	13 760	705 305
Terrains	647 710	33 679		681 388
Constructions sur sol propre	14 102 791	714 689		14 817 480
Constructions sur sol d'autrui	7 031 336	884 762		7 916 098
Installations générales, agencements constructions	5 137 890	268 205		5 406 095
Installations techniques, matériel et outillages industriels	7 553 303	479 191	104 284	7 928 210
Installations générales, agencements divers	185 467	7 238	2 684	190 021
Matériel de transport	1 567 705	116 837	16 131	1 668 411
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 578 718	127 588	18 708	2 687 597
Emballages récupérables et divers	122 426	11 570		133 996
TOTAL	38 927 346	2 643 758	141 808	41 429 296
TOTAL GENERAL	39 609 536	2 680 634	155 568	42 134 602

Etat des Subventions d'investissement

Subventions d'investissement

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Comptes 131	4 326 544	19 488	143 514	4 202 517
TOTAL	4 326 544	19 488	143 514	4 202 517

Reprise des Subventions d'investissement au résultat

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Comptes 139	2 183 671	232 625	143 514	2 272 783
TOTAL	2 183 671	232 625	143 514	2 272 783

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour investissement Amortissements dérogatoires Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	2 408 858	496 878		2 905 736
TOTAL Provisions réglementées	2 408 858	496 878	0	2 905 736
Pour litiges Pour garanties données clients Pour amendes et pénalités Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	103 823 3 117 666 14 699	 6 114 1 673	 295 826 12 913	103 823 0 0 2 827 953 0 0 0 0 3 459
TOTAL Provisions	3 236 188	7 786	308 739	2 935 235
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	 20 934 380 209	 146 398	 160 305	 20 934 366 303
TOTAL Dépréciations	401 143	146 398	160 305	387 237
TOTAL GENERAL	6 046 189	651 063	469 044	6 228 208
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		154 185 496 878	469 044	

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	802 626		802 626
Autres immobilisations financières	34 666		34 666
Clients douteux ou litigieux	331 132	331 132	
Autres créances clients	3 663 064	3 663 064	
Créances représentatives de titres prêtés		0	
Personnel et comptes rattachés	10 026	10 026	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	77 279	77 279	
Etat et autres collectivités publiques :		0	
- Impôts sur les bénéfices		0	
- T.V.A	142 185	142 185	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	25 483	25 483	
- Divers	265 651	265 651	
Groupe et associés		0	
Débiteurs divers	180 460	180 460	
Charges constatées d'avance	120 103	120 103	
TOTAL GENERAL	5 652 675	4 815 383	837 292
Montant des prêts accordés dans l'exercice	146 255		
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	11 679 706	933 898	3 243 167	7 502 640
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 582 404	1 582 404		
Personnel et comptes rattachés	1 962 219	1 962 219		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 037 424	2 037 424		
Etat et autres collectivités publiques :		0		
- Impôts sur les bénéfices	33 024	33 024		
- T.V.A	115 385	115 385		
- Obligations cautionnées		0		
- Autres impôts et taxes	650 645	650 645		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	484 166	484 166		
Groupe et associés		0		
Autres dettes	277 543	277 543		
Dette représentative de titres empruntés		0		
Produits constatés d'avance	115 158	115 158		
TOTAL GENERAL	18 937 674	8 191 866	3 243 167	7 502 640
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 634 296			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 063 603			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	72 385
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	721 613
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	793 999

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 703
Dettes fiscales et sociales	2 892 067
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	198 141
TOTAL	3 204 911

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	120 103	115 158
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	120 103	115 158

Engagements financiers

Engagements financiers	Montant
Avals, cautions et garanties :	
Hypothèque immeuble blanchisserie de l'ESAT Civergols en garantie du prêt bancaire de la MAS	3 740 517 €
Hypothèque immeuble UP Civergols en garantie du prêt bancaire	73 604 €
Promesse d'affectation hypothécaire sur les gîtes du Gévaudan à l'issue du crédit-bail immobilier	2 941 207 €
Promesse d'affectation hypothécaires sur les gîtes du Montrodat + complexe sportif à l'issu du crédit-bail immobilier pour le nouvel emprunt dont le capital restant dû au 31/12/2024	656 489 €
Caution divers marchés au 31/12/2024	10 000 €
Prêt Garantie par l'état au 31/12/2024	107 005 €
Prêt SMR Rééducation Fonctionnelle Promesse Affectation Hypothécaire sur Terrains et Constructions Montant débloqué au 31/12/2024	1 968 104 €